



**ARRETE MUNICIPAL n°2024-75**  
**Portant réglementation temporaire de la**  
**circulation et du stationnement des véhicules**  
**« Cérémonie du 08 mai 1945 »**

**Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,**

Vu le code pénal et notamment son article R 610-5,

Vu le code général des collectivités territoriale et notamment ses articles L 2211-1, L 2212-2 et L 2213-1 et 2,

Considérant que pour assurer le bon déroulement des cérémonies commémoratives, il y a lieu d'interdire et de réglementer l'accès et le stationnement des véhicules de certaines voies de circulation et places,

**ARRETE**

**Article 1 :** La circulation et le stationnement des véhicules seront interdits place de la Mairie, depuis son intersection avec l'impasse Varrax jusqu'à l'intersection avec la route du Revard :

- Le mercredi 08 mai 2024 de 09h00 à 11h00 ;

**Article 2 :** Toutes infractions au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 3 :** Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le Responsable des Services Techniques, le Responsable de la Police Municipale.

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Gendarmerie d'Aix-les-Bains
- Centre de secours d'Aix-les-Bains
- SMUR de la Savoie

Fait à Grésy-sur-Aix, le 23 avril 2024

Le Maire,  
Florian MAITRE



Affiché/publié le : 25.04.2024  
Notifié à l'intéressé le : 25.04.2024  
Certifié exécutoire le : 25.04.2024

« En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.